Publication de la



Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÊME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois. . . . . 1 fr. 25
Six mois. 2 50
Un an. . . . . 5 »

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Etranger :

Trois mois . . . . 2 fr. 50 c.
Six mois . . . . 5 »
Un an . . . . 10 »

On s'abonne, pour l'Étranger, chez FRANCK, successeur de BROCKHAUS, à Paris et à Leipzig.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'Ecole de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie FRANCK, à Leipzig.

2e Année. — Numéro 6. — 1er Juillet 1849.

Plaintes des Serbes et des Croates contre l'Autriche.

La nationalité iugo-slave, représentée par ses deux principales branches, les Serbes et les Croates, a constamment combattu pour elle-même. En paraissant défendre l'Autriche, les Serbes et les Croates n'avaient au fond qu'un but, arriver progressivement à leur émancipation. Dans ce but, ils avaient obtenu de la cour des concessions déjà assez grandes, et des promesses bien plus grandes encore. Voilà pourquoi ils servaient la cause impériale avec un dévouement en apparence si aveugle. Les hommes de la cour, et Ielatchitj à leur tête, les enivraient d'espérances magnifiques. Cependant aucune de ces espérances ne s'est réalisée. On a retiré même les concessions déjà faites ; on a appelé contre les Slaves, non moins que contre les Maghyars, le grand protecteur moscovite. Alors l'audace de la réaction n'a plus connu de bornes, et le régime autrichien, déjà si dur par son essence, s'est transformé en un régime vraiment digne des plus barbares contrées du globe.

Les deux principaux journaux serbes, le *Viestnik* et le *Napredak*, se trouvent aujourd'hui, en vertu de ce qu'ils appellent un *oukase* du général Meyerhofer, qu'a souscrit le patriarche lui-même, dans l'impossibilité de rendre compte des événements de la guerre faite sous leurs yeux ; et il leur a même interdit de critiquer, en quoi que ce fût, la conduite des employés impériaux. Les journaux croates ont heureusement conservé un peu plus d'indépendance ; c'est donc à eux que nous avons recours pour constater l'état de l'esprit public chez les Iugo-Slaves.

« L'Autriche, dit le *Slavenski iug*, a toujours pris pour règle cette maxime : Tant que j'aurai besoin de toi, et que tu me serviras en aveugle, compte sur mon amitié. Mais dès que tu cesseras de m'être nécessaire, je te laisserai pour aller porter ailleurs mes affections. C'est ainsi que le cabinet d'Autriche a agi jusqu'à ce jour. Exciter un peuple contre un autre, régner par la discorde et la haine, tel est le but unique de notre gouvernement... Oui, nous sommes opposés à un cabinet dont les actes et les paroles sont en une si flagrante contradiction. Nos ministres travaillent pour établir en Hongrie l'égalité fraternelle des nationalités de la manière dont ils l'ont établie entre les Polonais et les Ruthéniens de la Galicie, où ils ont aboli pour toutes les écoles ruthéniennes la langue d'un peuple frère, du peuple polonais, pour introniser de force à sa place la langue en tout point étrangère des Allemands. Nous n'avons rien de commun avec un pareil ministère, et nous attendrons qu'il s'écroule sous la colère des peuples, pour oublier nos justes rancunes contre lui. »

Une autre feuille croate, la *Sudslawische Zeitung*, s'exprime comme il suit sur l'état de ce qu'on appelle en Autriche les *frontières militaires*. « Le joug étranger que nous avions secoué en 1848 pèse de nouveau sur nous de tout son horrible poids. On nous a remis, comme des déserteurs infidèles, à la discrétion du ministère de la guerre. La loi martiale se trouve réintégrée chez nous dans tous ses droits. La bureaucratie allemande a reconquis d'un trait de plume 1,220,000 parias... Malédiction sur le jour qui nous a vus naître ! Nous, nos femmes, nos

enfants et nos chaumières, nous sommes livrés sans pitié à un régime exceptionnel. Devenus partie intégrante de l'armée impériale, la discipline militaire est notre seul code civil. Le patriotisme chez nous est un crime. La frontière militaire n'a qu'un seul droit comme un seul devoir, celui de former à perpétuité pour la dynastie un haras d'hommes à bon marché... Que les bureaucrates allemands se réjouissent en apprenant nos souffrances inouïes. Approchez, messieurs, et voyez de plus près les plaies de vos sujets slaves. Voyez! sur une famille de vingt à trente membres, combien en reste-t-il à la maison? Un seul, le plus ancien ou le plus invalide, qui est obligé de labourer et d'ensemencer avec les femmes, souvent attelées en guise de bétail, le maigre champ héréditaire. Voyez ce qui alimente ce vieillard épuisé: un morceau de pain d'avoine, et comme friandise, le dimanche, une poignée de fèves apprêtées à l'eau et au sel. Telle est, si l'on excepte celle des régiments un peu moins pauvres de Varasdin et de Slavonie, la nourriture quotidienne du soldat paysan des frontières...

» Voici l'été qui approche. Jetez un coup d'œil sur nos campagnes. Quelles moissons y découvrez-vous? De l'ivraie. Partout les champs sont en friche. Leurs propriétaires ont quelque chose de mieux à faire que de labourer et de moissonner pour empêcher leurs enfants de mourir de faim. Ils ont à combattre et à mourir eux-mêmes pour l'intégrité de l'Autriche, afin que leurs orphelins soient, en récompense des services paternels, dépouillés à leur tour de leurs droits de citoyens; afin que non seulement les hommes, mais les vieillards caducs, mais les tendres jeunes filles, mais les nourrissons encore au ventre de leurs mères, que tout soit déclaré *partie intégrante de l'armée de l'empereur*. Ainsi tout ce qui se meut, tout ce qui respire sur ce sol funèbre de la frontière est prédestiné pour servir de chair à canon, et cela non pas durant un certain nombre d'années, au bout desquelles les vieux soldats échappés au feu des batailles peuvent devenir enfin citoyens, mais pour toute la durée de l'existence, mais jusqu'au dernier souffle, et même par delà le tombeau, puisque cet horrible esclavage se transmet comme l'inaliénable héritage des défunts à tout ce qui leur survit...

» Pendant que toute notre population virile est dans les camps, nos malheureuses compagnes restées seules gardiennes de nos foyers, se voient arracher de force, par des pillards vagabonds, nos vaches amaigries, et jusqu'à la dernière ressource du paysan, les instruments aratoires... Pourquoi, chaque fois qu'une guerre éclate, avons-nous proportionnellement vingt soldats à livrer contre un seul exigé dans les autres parties de l'Autriche? Et quels priviléges obtenons nous en retour sur les autres habitants de l'empire? Aucun, si ce n'est celui de pouvoir revenir après la guerre, épuisés et couverts de blessures, mourir lentement de faim sur nos champs devenus stériles... Qui le croirait? la frontière, cette *partie intégrante de l'armée impériale*, ne reçoit pas un centime de la caisse de l'armée pour fonder et entretenir ses hôpitaux, qui tombent entièrement à la charge de nos malheureuses familles. Des médecins même le gouvernement ne daigne pas nous en fournir, et nos districts champêtres en sont totalement dépourvus...

» Les innombrables cohortes des contingents croates qu'on voit sans cesse défiler, pareilles à une migration de peuples, ne pèsent que comme de légers brins de paille dans la balance de la justice autrichienne. La mer de feu qui roule ses vagues, d'un bout à l'autre de l'horizon, sur nos villages incendiés; les rivières de sang sorties de nos cœurs pour la défense de l'Autriche, tout cela n'éveille pas le moindre attendrissement chez les diplomates autrichiens. La *charte octroyée* elle-même, tout avare qu'elle est de concessions libérales, nous sommes réduits à nous plaindre qu'elle ne soit pas faite pour nous, réduits à envier ceux qui peuvent au moins jouir de ses douteuses prérogatives... Où trouverait-on dans le monde un peuple aussi complétement paria, et quels malheurs peuvent se comparer aux nôtres? »

C'est en ces termes que la gazette des Slaves méridionaux reproduit le râle d'agonie du peuple de la *frontière*. Le ban Ielatchitj se donne les apparences d'une sympathie profonde pour les souffrances des *Granitchars*: il en a plusieurs fois réclamé l'allégement dans des pétitions pressantes à l'empereur, reproduites avec affectation par tous les journaux officiels, mais dans le simple but de populariser le ban *fidèle* parmi les Slaves. La diète d'Agram, elle aussi, avait statué à sa dernière session qu'un si horrible état de choses n'était plus légal. L'article 26 de ses *résolutions* déclarait que la bureaucratie de la frontière cesserait d'être centralisée aux chancelleries de la guerre à Vienne, qu'elle subirait le contrôle d'un conseil indigène, et qu'elle relèverait de la diète des trois royaumes unis. Toutes ces réformes sont restées à l'état de projet. Rien n'a été changé dans l'intolérable destinée du *Granitchar*. Il demeure à perpétuité la bête de somme, le valet de ses tyrans et le bourreau malgré lui des amis de la liberté. Ses bras nerveux sont le dernier pilier de l'Autriche; c'est pourquoi l'Autriche pèse sur ce paria mourant de tout le poids de ses iniquités entassées.

Nous venons de reproduire sans nulle exagération les plaintes des Slaves méridionaux. C'est pour répondre à ce long cri de douleur que les généraux hongrois ont déclaré aboli sans retour le système administratif de toutes les parties de la frontière gagnées à leur cause. Aussi la propagande émancipatrice de Bem et de Perczel obtient-elle parmi les Serbes et les Croates des succès auxquels on ne peut qu'applaudir. La Hongrie est providentiellement destinée à faire cesser partout les crimes de l'Autriche, non moins qu'à s'approprier ses dépouilles. Puisse-t-elle ne pas méconnaître sa mission, tout autant sociale que politique!

Principautés Moldo-Valaques.

Sous le titre de *Guide politique et pittoresque à travers les principautés du Danube*, un ancien agent de la France à Bukarest, M. Billecocq, a essayé de donner à une de ces questions de nationalité qui divisent l'Europe orientale un attrait assez grand pour obtenir l'attention des gens du monde. C'est de la politique très sérieuse et très vigoureusement accentuée sous une forme choisie à dessein pour servir de passe-port à des questions qui n'ont point encore le don de plaire au public, en dépit de leur gravité. L'objet que M. Billecocq s'est proposé principalement est de montrer sous son vrai jour la physionomie occidentale de cette race latine perdue au milieu des steppes de l'Europe orientale, les souffrances qu'elle endure sous le joug du protectorat russe, la révolution qui en est résultée l'année dernière, les périls que l'occupation russe fait courir, non seulement à l'empire turc sur les droits duquel elle empiète, mais aussi à toute la révolution européenne qu'elle est venue frapper à Bukarest avant d'aller la poursuivre en Hongrie.

Depuis que la Pologne gémit sous le joug russe, les principautés du Danube forment l'avant-garde de la civilisation sur les Carpathes. Aussi est-ce contre ces principautés que se dirigent tous les efforts de la Russie depuis la grande catastrophe de la nationalité polonaise.

Il y avait donc pour la France, sous la dernière monarchie, et encore bien plus à la suite de Février, un grand devoir diplomatique à remplir dans les principautés. Il lui fallait lutter avec énergie et avec constance pour écarter, pour briser ces prétentions d'un protectorat illégal, à la faveur duquel la Russie n'a pas cessé de s'immiscer dans les affaires des principautés. La France a méconnu ce devoir depuis l'avénement de la république comme sous la monarchie. Les occasions d'agir n'ont cependant pas manqué, et M. Billecocq, pour son compte, en cite un assez grand nombre, dans lesquelles il a vivement travaillé pour donner au gouvernement français, soit de Bukarest, soit à Paris, tous les avertissements que les circonstances et que la chaleur de ses convictions lui inspiraient. Le gouvernement n'a pas voulu connaître les faits; et les événements ont marché de telle sorte que les Russes ne protégent plus seulement la Moldo-Valachie, mais avec elle deux cabinets, deux empires, la Turquie et l'Autriche : la Turquie, que nous avons refusé d'appuyer dans ses généreuses intentions de résistance au récent traité de Balta-Liman; l'Autriche, que nous avons abandonnée à la contre-révolution, lorsque déjà les Slaves la tenaient entre leurs mains, et promettaient de la façonner à la démocratie.

Il n'est cependant personne qui, ayant suivi de près les mouvements de la Russie après la révolution de Février, ne demeure convaincu que, pour un cabinet actif et intelligent, rien n'était plus facile que d'arrêter l'intervention russe, dès ses premiers pas, sur le Pruth. Combien de temps n'a-t-elle point tâtonné, regardé autour d'elle, sondé avec inquiétude les dispositions de l'Europe, avant de franchir la frontière! Il suffisait d'une protestation énergique pour contenir l'autocrate dans les limites de son territoire. Mais après plusieurs mois de tâtonnements et de promesses fallacieuses faites aux cabinets d'Occident par celui de Pétersbourg; lorsqu'il fut prouvé que l'Europe, ou pour mieux dire la France méconnaissait la gravité de cette question lointaine, le tsar sentit alors combien la partie était belle pour son ambition. De là l'audace de son intervention.

Si la Russie est forte, c'est donc toujours de notre faiblesse et de notre indifférence. Ce serait assez de la connaître et de vouloir la repousser, pour pouvoir aussitôt la vaincre. «Une seule réprimande, dit M. Billecocq, une seule réprimande faite à temps et avec énergie à Saint-Pétersbourg châtie le protectorat : châtié, il est flétri; flétri, il est mort.» C'était rigoureusement vrai à l'époque où l'auteur écrivait; on a laissé prendre à l'influence russe tant de terrain, non seulement à Bukarest, mais à Constantinople et à Vienne, que l'entreprise, nous l'avouons, est aujourd'hui bien autrement difficile. Les fautes accumulées par une année entière d'insouciance ne peuvent pas se réparer en un jour, et grande sera sur ce point la tâche des hommes appelés au maniement des affaires étrangères.

Pour réduire ici la question aux principautés du Danube, l'intervention russe y a causé des maux très grands, et dont quelques uns ne pourront être guéris que par le temps : elle a épuisé pour plusieurs années les ressources d'un pays qui sortait à grand'peine d'une profonde misère. Pour achever d'étouffer dans ces contrées toute velléité d'indépendance nationale, elle forge des liens, elle prépare dans les officines de sa diplomatie une législation capable de faire disparaître tout ce que ces contrées peuvent encore conserver de chaleur vitale. Or, c'est en présence de ces difficultés que la diplomatie française, absente de Bukarest depuis février, se trouvera placée le jour où elle croira devoir remettre les pieds sur un sol si cruellement éprouvé. La France a cependant un immense intérêt à y reprendre position, intérêt de justice et de principe, intérêt d'équilibre européen, enfin intérêt particulier de ses vieilles et glorieuses capitulations avec la Turquie, lesquelles ont aussi force de loi dans la Moldo-Valachie.

La France était naguère la véritable protectrice, non pas seulement des catholiques, ce qui en Orient n'est rien, mais encore de tous les chrétiens de la Turquie, c'est-à-dire de la grande majorité de l'empire. Nous avons, par une série de fautes déplorables, perdu ce protectorat puissant que nous tenions par hérédité de l'ancienne monarchie; nous avons même cessé, dans les dernières années de la royauté constitutionnelle, de tenir à l'exécution entière de nos capitulations avec la Porte. La magistrature de nos consuls en Moldo-Valachie n'a pas été maintenue dans l'exercice de ses priviléges antiques, la

pureté de notre drapeau en a souffert : il importe à notre honneur que la diplomatie républicaine ressaisisse à Bukarest le plein usage de ses prérogatives ; qu'elle les fasse respecter dans toute leur étendue, parce que c'est le seul moyen de rendre à notre drapeau l'influence morale et religieuse qui, en Orient, doit être la base de son influence politique. C'est par cette porte, M. Billecocq nous l'indique clairement, que la diplomatie française doit rentrer dans les principautés du Danube.

Nous ne faisons qu'effleurer les questions que M. Billecocq a posées. Elles ont une gravité dont la situation présente de la Russie en face de la révolution ne permet pas de douter. L'auteur a eu le mérite d'en prévoir et d'en annoncer longtemps à l'avance le développement et les phases diverses ; il en a parlé avec une foi vive, et cette ardeur de sentiments qui caractérisent les convictions fortes. Et nous qui combattons ici pour la même cause, nous qui avons embrassé la tâche ingrate de lutter pour des idées généreuses contre la froideur et l'égoïsme des hommes de notre époque sceptique, nous ne pouvons rencontrer sans plaisir et sans reconnaissance un écrivain qui, comme nous, croit avec fermeté à l'infaillible triomphe de la liberté et de la justice parmi les nations. X...

Opinion des journaux conservateurs d'Angleterre sur l'Autriche et ses sauveurs moscovites.

Les projets du gouvernement *honnête et modéré* de la Russie commencent à n'être plus un mystère pour la diplomatie occidentale. Les journaux même les plus conservateurs d'Angleterre se déclarent hautement contre l'intervention moscovite en Autriche, et pour l'indépendance hongroise. « Tout ce que la Russie perd, dit le *Globe*, est un profit clair pour la liberté européenne... Ceux qui soutenaient jusqu'à présent l'Autriche pouvaient s'excuser par le motif qu'ils veulent l'émancipation progressive et sans secousse... Mais comment les champions mêmes du *statu quo* peuvent-ils aujourd'hui fermer les yeux aux changements, au bouleversement que l'action de la Russie va nécessairement amener dans les affaires de l'Europe ?... Pour la campagne qui s'ouvre, la Russie n'emploie pas moins de 120,000 hommes, dont tous les approvisionnements devront être apportés à travers les Karpathes dans les plaines dévastées de la Hongrie... De là d'incalculables dépenses. Qui les paiera ? L'Autriche ? Elle ne le peut plus. Le tsar ? Mais il doit être d'autant moins disposé à des sacrifices d'argent, que l'année dernière le budget de ses recettes offrait déjà un passif de 125 millions. Ceux qui paieront, ce seront donc les peuples. »

Le *Times* lui-même laisse voir un subit et complet revirement d'opinion. Il se montre maintenant presque favorable à la cause polonaise. Dans son n° du 18 juin il flagelle l'Autriche, et en démasque sans pitié toutes les fautes. Windischgrætz, qu'il portait naguère aux nues, n'est plus à ses yeux qu'un présomptueux incapable ; il nous représente Stadion comme une espèce de maniaque, Welden et Haynau comme des capitaines sans talent, et Schwarzenberg comme un grand seigneur d'autrefois, plein de fatuité et d'ignorance. Passant à l'intervention russe, le *Times* y voit la fin de l'Autriche. La Russie ne se présente pas simplement comme auxiliaire, elle vient en protectrice impérieuse diter ses volontés souveraines à la dynastie de Habsbourg. Étrange et hideux spectacle que celui de cette Autriche qui, n'ayant plus ni armée ni finances, étend son immense action militaire de la Serbie au Rhin bavarois, et du Rhin jusqu'aux golfes de Gênes et de Livourne, où elle écrase et foule l'Italie mourante sous les pieds de ses derniers soldats ; tandis que pour se défendre dans ses propres foyers elle est réduite à appeler en suppliante contre ses propres sujets 150,000 Moscovites. L'effrayante étendue des manœuvres stratégiques de l'Autriche, tellement hors de proportion avec le peu de forces qui lui restent, ne peut s'expliquer que par sa complète communauté d'action avec le tsar. Ce scandaleux empire, qui n'a plus d'autre base que la banqueroute et la razzia, sert comme de plastron à l'invasion russe en Europe. L'armée du tsar n'est plus une armée auxiliaire venant en aide à la majorité des habitants de l'Autriche terrorisés par une minorité insurgée. La guerre qu'ils apportent présente tous les caractères d'une guerre étrangère contre le vœu et l'intérêt même des populations autrichiennes. Or, l'Autriche touche à l'Allemagne où la Russie tend également à intervenir. C'est par trop d'interventions. Une fois la majorité du continent européen envahie et contenue par les armes austro-russes, que deviendra la prospérité britannique ? L'Angleterre doit donc s'opposer par tous les moyens à l'agrandissement de la Russie, et, dans ce but, soutenir efficacement les Hongrois. Voilà ce que pense aujourd'hui lord Palmerston.

L'Assemblée nationale française vient de donner une nouvelle preuve de son indifférence pour les questions étrangères. A sa séance du 25 juin, MM. Mauguin et Savoie ont interpellé le ministère sur l'attitude qu'il prétendait observer vis-à-vis de l'intervention russe dans la guerre austro-hongrose. « C'est nous-mêmes, a dit M. Mauguin avec sa chaleur bien connue, qui avons relevé la coalition contre nous... La bataille de Novare a été perdue par la France. Radetski est devenu feld-maréchal russe, et c'est la Russie qui a forcé le Piémont à traiter avec l'Autriche... Dès lors la Russie a dirigé ses forces contre l'Occident. La Hongrie, dont on ne peut prononcer le nom qu'avec respect, sauve en ce moment l'Europe occidentale. Mais enfin on peut prévoir l'issue de la lutte en mesurant la différence des forces... Tant que la Russie le voudra, elle maintiendra l'Autriche. Mais dès qu'elle le voudra aussi, elle fera disparaître l'Autriche. On peut dès lors considérer l'Autriche comme inféodée à la Russie, qui a suivi à l'égard de cette puissance la conduite qu'elle a tenue à l'égard de la Crimée et de la Pologne... La Russie protectrice forcera l'Autriche à dévorer avec elle ce qui reste de l'Empire ottoman... Les clefs de Constantinople sont à Paris. La France vaincue, quel pouvoir s'opposerait encore à la domination universelle du Moscovite ? Or, le tsar, dans son manifeste, se dit appelé à châtier le désordre partout où il existe. Et vous avez pu, Messieurs, vous reconnaître à cette désignation. » — Le ministère s'est contenté de répondre en niant que la coalition existât, et en protestant de sa confiance dans les promesses d'amitié des puissances allemandes, et surtout de la Russie, dont le cabinet *agit avec franchise, parce qu'il est fort.* — Nous voici donc à la merci de *la franchise moscovite !*

CYPRIEN ROBERT.

PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)